



RAPPORT D'ACTIVITE 2024

Assemblée générale ordinaire du 16 juin 2025

Introduction : un contexte international et national préoccupant

Si nous indiquions que l'année 2023 était une année de bouleversements, tant en France que dans le monde, en raison d'évènements qui touchaient au niveau de vie des français et à leur environnement comme à l'émergence ou la reconduction de crises mondiales inquiétantes pour l'équilibre de la planète, nous ne saurions comment qualifier 2024 qui fut une année de toutes les surprises et de tous les dangers, augurant d'une année 2025 en construction avec sans doute de nouveaux bouleversements.

Les incidences de l'évolution (de la régression ?) du monde, les conflits déjà existants mais qui se développent avec des changements d'alliances qui nous interrogent, les décisions incompréhensibles d'un président de la République qui permet aux forces les plus extrêmes d'être (encore plus) aux portes du pouvoir en France, tout cela est cause d'inquiétude profonde et crée un climat de méfiance, de repli sur soi, une perte de projets collectifs. Les oppositions existant déjà en 2023 sur certaines décisions politiques perdurent et s'accroissent faute de trouver des solutions et les décisions prises, tant au plan international que national ne font qu'envenimer la confiance déjà largement entamée.

Ainsi, au plan international, la dégradation de la situation au Moyen-Orient avec une offensive continue d'Israël contre la bande de Gaza, suite à l'attaque sans précédent du Hamas en territoire israélien le 7 octobre 2023 - la chute de Bachar El-Assad en Syrie le 27 novembre 2024, - l'accession au pouvoir de Donald Trump le 5 novembre, alors même que chacun savait, au travers de ses déclarations, les dangers que cela pourrait représenter pour tous les pays et pour la planète, - la poursuite de la guerre en Ukraine qui perdure depuis 3 ans, agressée par la Russie, - la réélection de Vladimir Poutine dénoncée en Occident comme un simulacre de démocratie - la Chine qui continue à revendiquer la propriété de Taïwan et fait courir des risques de conflit dans le Pacifique - tandis qu'en Europe, on peut voir la progression des droites nationalistes et radicales, en France, Allemagne, Belgique, Autriche, aux Pays-Bas ou en Italie dans une période où les changements climatiques ne font que renforcer les inquiétudes, sont autant de signes de graves changements qui donnent à voir un monde en grave danger.

Plus proches de nous, les évènements politiques intervenus dans notre pays sont autant d'alertes d'une certaine perte des valeurs républicaines, d'un accroissement des mécontentements et des revendications individuelles, oubliant la construction d'un projet commun de société. Cette crise politique est inédite sous la cinquième République, alliant, à la fois une crise sociale (déjà existante depuis 2023) et une forte inflation. Elle se produit après de fortes tensions sociales en 2023 et en 2024, suite aux problèmes aigus vécus par les agriculteurs, confrontés selon eux à une surtransposition de directives européennes et au traité du Mercosur mais aussi sur les retraites, leur revalorisation en fonction de l'inflation et l'âge légal donnant le droit de partir, qui a été relevé l'année précédente de 62 à 64 ans.

Ajouter à ce climat déjà très dégradé, une victoire d'un parti extrême aux élections européennes, une dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par le président de la République, des élections législatives débouchant sur un parlement minoritaire conduisant à la démission du gouvernement remplacé par un nouveau, après deux mois de tergiversations de la part du même président de la République, qui chute au bout de trois mois et est remplacé pour un deuxième nouveau gouvernement constitué à partir d'un parti minoritaire. Tout cela conduit à une perte de crédibilité envers ceux qui nous gouvernent.

Seule « parenthèse ensoleillée » : les Jeux olympiques et paralympiques qui furent un moment de communion et de partage. Mais cela suffit-il à éviter que « L'année 2024 (reste) dans les annales comme une annus horribilis, sans doute l'une des pires de la V^e République » comme le dit Solenn de Royer, journaliste du Monde : « Avec quatre chefs de gouvernement différents en un an, pas de budget, une kyrielle de lois en souffrance, la France apparaît, au sortir de l'année, comme un pays sans cap et réduit à l'immobilisme ».

Que sera l'avenir ? Nous ne nous engagerons pas dans le jeu des prévisions car, comme disait Pierre Dac, « (elles) sont difficiles, surtout quand elles concernent l'avenir ». Mais c'est ce contexte de plus en plus incertain qui incitera le CIRIEC à s'inscrire plus que jamais dans la recherche d'une autre forme d'économie, plus respectueuse de l'être humain, de l'environnement et de l'intérêt collectif dans un monde en grand danger. C'est dans cet état d'esprit qu'ont été conduits les travaux de recherche et d'information au cours de l'année 2024.

I. Les activités du CIRIEC-France en 2024

a. Les travaux de recherche et d'information

Ces travaux constituent l'ADN du CIRIEC car ils permettent de mener à bien des recherches, des études, des contributions, à la fois de chercheurs et universitaires mais aussi d'acteurs des entreprises privées et de l'économie sociale, sur des thématiques touchant soit aux secteurs dans lesquels interviennent tous ces acteurs, soit aux questions de l'intérêt général, de l'intervention collective, de l'utilité sociale,

Durant cette année, outre nos parutions mensuelles comme la lettre du CIRIEC-France ou les entretiens du CIRIEC, nous avons poursuivi nos travaux dans deux cadres :

- La Collection économie collective et territoires
- Les travaux du Conseil d'Orientation

1. Groupe « économie collective et territoires » :

Cette recherche commencée en 2020, à partir d'une réflexion commune sur la question de la place de l'économie collective dans les territoires, se poursuit avec la parution de nouveaux ouvrages, chaque année. Nous pensons conclure cette première collection en 2025, avec une édition de deux thématiques par an. En 2024, les deux ouvrages parus sont :

- Thème 6 : « Education : actions collectives et pratiques territoriales à repenser »
- Thème 7 : « Le care au cœur des valeurs de l'ESS »

Ils viennent compléter la collection des 5 ouvrages déjà parus : Santé en 2022, Finances et intérêt général en janvier 2023, Eau et énergie en avril 2023, Logement en mai 2023, Travail et emploi en septembre 2023. Les deux derniers ouvrages à paraître en 2025 porteront sur : Mobilités et sur Volontariat – Bénévolat.

2. Groupe santé :

Ce groupe de travail avait été constitué pour répondre à une commande d'ESS France - constatant la nécessité de politiques publiques et privées facilitatrices en santé et dans le domaine socio-sanitaire, concernant d'abord les personnes les plus défavorisées et les plus précaires. ESS France a sollicité le CIRIEC pour conduire une étude sur la place des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire dans le système de santé, et sur leurs perspectives de contribution durable aux politiques publiques nationales et locales dans le domaine et sur les initiatives nécessaires pour y parvenir. A partir des auditions auprès de ces acteurs, le CIRIEC-France a élaboré un diagnostic sur leurs activités respectives, les besoins ressentis, les relations entre secteur public et secteur privé dans le domaine de la santé, les limites et les freins, ... et, au terme de ces travaux, a abouti à un ensemble de préconisations. Ces travaux ont été menés auprès de près de 40 acteurs de l'économie sociale et de l'économie publique, en collaboration avec l'université de Paris 1 – chaire ESOPS et l'implication d'un stagiaire de cette chaire (Yoann Janselme).

Le rapport final « *Economie sociale et solidaire : ensemble pour la « bonne santé » de toutes et tous* » a été remis au président d'ESS France en juin 2024.

3. La Lettre mensuelle du CIRIEC-France

La Lettre mensuelle du CIRIEC-France, conçue en 2008, présente les actions du CIRIEC-France, mais est aussi une source d'information sur toutes les manifestations, parutions, rencontres, événements, ... des membres du CIRIEC et de ses partenaires. Elle se veut également un moyen de communication sur le contexte, les évolutions, les facilités et difficultés de notre mode d'économie. Les contributeurs peuvent s'y exprimer librement sur toutes les questions touchant à l'économie sociale et à l'économie publique.

Cette Lettre est diffusée tous les mois à environ **2100 contacts**. Elle est placée sous la responsabilité de Marcel Caballero, directeur de la rédaction et Alain Arnaud, responsable légal de la publication.

4. Les travaux du Conseil d'orientation

Le Conseil d'orientation qui regroupe 19 membres chercheurs et universitaires, acteurs de l'économie publique et de l'économie sociale, a pour vocation de travailler sur les modèles économiques qui servent l'intérêt collectif (ESS, économie publique). Il s'agit de faire de la recherche appliquée (et applicable) et non de la recherche fondamentale. Il est placé auprès du Conseil d'administration pour faire émerger « des bonnes idées » qui sont ensuite validées par le Conseil d'administration.

Pour 2024, deux pistes ont été mises à l'étude :

- Les coopératives de service public : un colloque sur ce sujet se déroulera le 28 mars 2025
- Quel apport du mutualisme dans la transition : la constitution d'un groupe de recherche a été proposé à plusieurs mutuelles susceptibles d'être intéressées, l'idée étant de conduire les travaux dans le cadre d'une convention CIFRE, en partenariat avec une ou plusieurs universités.

5. Les Entretiens du CIRIEC-France

Ces entretiens sont diffusés sur le site internet du CIRIEC-France (www.ciriec-france.org) dans la rubrique *Idéaux et débats*. Ils permettent de donner la parole à des représentants de l'économie sociale et solidaire comme de l'économie publique. Pour 2024, un seul entretien a été mené en octobre avec Monsieur Fabrice HENRY, Président d'Art & Vie.

b. Les évènements

1. Nationaux

Le CIRIEC-France a organisé deux conférences durant l'année 2024 :

07 juin : «Les entreprises publiques actrices du développement durable et de la transition» au CESE

Lors de cette manifestation, les intervenants ont pu aborder de manière précise la place des entreprises publiques dans les territoires et le rôle important qu'elles peuvent y tenir.

Les exemples apportés par Luc BERNIER, professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales – Université d'Ottawa (Canada) sur l'évolution du rôle des entreprises publiques dans le contexte de crises étaient éclairant pour comprendre la place qu'elles occupent et le moteur qu'elles peuvent représenter dans le contexte canadien. Les deux tables rondes portant sur « comment les entreprises publiques se sont-elles préparées à la transition économique, sociale et environnementale ? » et sur « quels obstacles, quelles contraintes pour avancer dans la transition ? » ont apporté des compléments plus précis sur l'implication de ces entreprises, de manière concrète dans les actions permettant le développement territorial.

08 novembre (dans le cadre du Mois de l'ESS) : Conférence économie collective organisée par le CIRIEC international et le CIRIEC-France : «les acteurs publics et privés : contribution à un développement durable juste»

Cette conférence a été organisée à partir d'une interrogation sur la manière dont l'économie collective – entendue comme les activités économiques visant directement les « objectifs de sauvegarde de l'intérêt général et de la réalisation de la démocratie économique qui sont les objectifs même de l'économie publique, sociale et coopérative » (article 3, Statuts CIRIEC, 2004) – répond aux défis structurants du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la montée des eaux, etc. tout en s'assurant que la réponse apportée soit juste et au profit de tous et toutes.

Durant cette journée, les propos introductifs de Maggie Carter – Analyste sénior de recherche à l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) ont permis aux différents intervenants de répondre à un ensemble de questions portant sur la place des acteurs publics et privés dans le développement durable juste, autour de problématique particulière : « Quelles politiques publiques mises en place pour un développement durable juste ? » « Quels engagements et quelles réalisations des acteurs publics et de l'ESS ? pour conclure par une conférence débat : « Pour une transition juste : croissance ou décroissance ? »

Le CIRIEC-France a également été présent à l'occasion de plusieurs manifestations :

12 et 13 juin : congrès d'ESS France : Départ de Jérôme Saddier en tant que Président d'ESS France et nomination de Benoit Hamon

27 juin : Assemblée Générale de l'ICOSI

29 et 30 novembre : Participation aux Journées de l'Économie Autrement

2. Internationaux

Les activités du CIRIEC-France et du CIRIEC international amènent à rencontrer un ensemble d'organisations internationales pour mener à bien des politiques communes en matière d'économie sociale ou d'économie publique.

Durant cette année, nous avons participé à trois manifestations importantes. Au cours de ces manifestations, le CIRIEC-France intervient pour faire valoir les expériences, les réflexions, les contributions des acteurs et des membres de l'économie collective en France, en particulier -et

parce que c'est notre particularité - en explicitant et démontrant la complémentarité entre économie publique et économie sociale.

12 et 13 février : Rencontres européennes de l'économie sociale à Liège : « l'économie sociale au cœur des transitions »

Ces rencontres se sont tenues dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union Européenne. Elles ont été consacrées aux transitions inclusives, vertes et numériques en rassemblant des acteurs de terrain, scientifiques, décideurs politiques et autres parties prenantes afin d'échanger autour de modèles économiques innovants, résilients et inspirants pour une Europe plus sociale et plus durable. Durant ces deux journées, nous avons participé à plusieurs rencontres (tables rondes, plénières, groupes de travail, ateliers, ...).

29 et 30 mai : Fora'ESS Yaoundé

Cette première édition du Forum africain de l'économie sociale et solidaire (FORA'ESS 2024) s'est tenue au Cameroun du 29 au 30 mai, sur le thème « Les modèles africains d'économie sociale et solidaire : vers la co-construction d'une économie humaine ancrée dans les territoires ». Il se situait un peu dans le prolongement du 6^{ème} Forum Mondial du GSEF qui s'est tenu l'année précédent à Dakar. Ces deux jours ont été particulièrement riches par les ateliers, les sessions de travail autogérées et les plénières qui ont permis de découvrir et de réfléchir ensemble sur « les modèles africains de structuration de l'ESS, l'entrepreneuriat social et solidaire des jeunes et des femmes, le renforcement des capacités des acteurs, l'innovation sociale, la recherche et la formation en ESS, la gouvernance et le financement de l'ESS, les mutuelles de santé et le rôle des organisations internationales dans la promotion de l'ESS ». Elles ont aussi permis des rencontres importantes, en particulier par la découverte des coopératives qui connaissent un développement important. La visite de l'une d'entre-elle et la rencontre avec les coopérateur/villageois a été un moment fort.

16 au 18 octobre : 34^{ème} congrès international du CIRIEC au Costa-Rica : « Quelle stratégie pour un développement territorial et humain ? »

Ce congrès, qui se déroule tous les deux ans dans un pays différent, est un moment essentiel pour la communauté des membres et acteurs du CIRIEC et pour leur cohésion car il permet la rencontre entre les différentes sections nationales et les structures proches. Cet événement regroupe des acteurs représentants de l'économie publique et de l'économie sociale, des chercheurs et des décideurs politiques d'une vingtaine de pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie.

L'objectif du 34^e Congrès était de débattre des questions liées aux stratégies et innovations mises en œuvre par l'économie publique et l'économie sociale dans un contexte de grande incertitude dans de nombreux pays, lié à l'accroissement de la pauvreté, des disparités, des conflits politiques et territoriaux graves, Des acteurs de l'économie sociale et de l'économie publique ont présenté leurs expériences et réalisations pour une société plus juste et durable et pour faire valoir et défendre une autre forme d'économie.

Participation aux instances du CIRIEC-International :

Le président, le délégué général et Catherine GRAS, administratrice, ont participé aux différentes instances du CIRIEC International en fonction des dates des rencontres.

Les réunions se sont tenues (en présentiel ou en visioconférence) :

- Conseil international : 18 mars
- CA CIRIEC international : 05 février, 04 mars, 04 juin

II. Administration et fonctionnement

a. Les instances statutaires

Le CIRIEC-France s'est réuni régulièrement au cours de l'année écoulée :

- 2 réunions de Bureau : 13 mai, 05 novembre
- 3 Conseils d'Administration : 22 janvier, 22 mai, 9 décembre
- 1 Assemblée Générale : 24 juin
- 1 réunion du Conseil d'orientation : 29 mars

Suite au départ de Nicole GUILLARD, le secrétariat de l'association est assuré par le président, le délégué général et le trésorier, assistés d'une collaboratrice mise à disposition par l'ICOSI, Isabelle CAGNIARD, à raison d'une demi-journée par semaine.

b. La gouvernance

Le Conseil d'administration comme le Bureau du CIRIEC-France ont été renouvelés lors de l'Assemblée Générale du 26 juin 2023 pour 3 ans.

Les instances sont composées de :

Bureau exécutif

Alain ARNAUD (président), Jean-Louis CABRESPINES (délégué général), Philippe BANCE (vice-président), Jérôme SADDIER (vice-président), Bertrand SOUQUET (vice-président), Yves KOTTELAT (trésorier), Sébastien BUSIRIS, Nathalie FERNANDEZ, Catherine GRAS, Gilbert DELEUIL, Nathalie REY, membres du Bureau.

Invités permanents : Marcel CABALLERO (président d'honneur), Timothée DUVERGER (président du Conseil d'orientation)

Conseil d'Administration

Arnaud BREUIL, Angélique CHASSY, Béatrice CLICQ, Adelphe de TAXIS du POËT, Luc DE SEIGNEURENS, Serge FEUGA, Maryline FILIPPI, Vincent LE POITTEVIN, Thierry MIGNAUW, Isabelle RONDOT.

Invités permanents : Marcel CABALLERO (président d'honneur), Timothée DUVERGER (président du Conseil d'orientation)

Conseil d'orientation

Il a été renouvelé lors du Conseil d'administration du 12 septembre 2023 avec une nouvelle composition. Il comprend des chercheurs, des universitaires, des praticiens de l'économie publique et de l'économie sociale, des membres du CIRIEC-France. Il a pour vocation d'éclairer le Conseil d'administration sur les travaux à mener dans le cadre des orientations et des missions du CIRIEC-France. Il est composé de :

Timothée DUVERGER, président du CO, Michel ABHERVE, Alain ARNAUD, Philippe BANCE, Pierre BAUBY, Eric BIDE, Daniel BUNA, Jean-Louis CABRESPINES, Angélique CHASSY, Jean-Marie FESSLER, Maryline FILIPPI, Catherine GRAS, Alexandrine LAPOUTTE, Nicolas LEBLANC, Jean-Yves LE GALL, Jean-Philippe MILESY, Michel PAPAUD, Thomas PERROUD, Claire RANCHON, Nathalie REY, Nadine RICHEZ-BATTESTI, Muriel ROGER, Frédéric TIBERGHEN.

c. Membres de l'association et partenariats

A fin 2024, l'association compte 121 membres dont 20 organisations et 101 membres individuels à jour de leur cotisation. De nouveaux adhérents ont été enregistrés, notamment en raison de l'intégration du collectif Galilée.sp au sein du CIRIEC-France.

En outre, des conventions ont été passées ou renouvelées avec cinq organisations :

- MGEN convention renouvelée le 7 février 2024 (échéance fin 2026)
- AEMA convention signée le 16 janvier 2024 (échéance fin 2026)
- UPSCOOP convention signée le 17 novembre 2022 (échéance fin 2024)
- SNCF convention signée le 23 septembre 2023 (échéance fin 2025)
- Confédération FO convention signée le 23 avril 2024 (échéance fin 2024)

d. La relation avec d'autres institutions

Dans le cadre de ses activités, le CIRIEC-France participe à des instances d'autres structures proches ou menant des réflexions dans le domaine de l'économie publique et/ou de l'économie sociale. Ainsi, nous participons à :

L'Institut Montparnasse

Nous sommes membres du Conseil d'Administration (dans le cadre d'une réciprocité entre les deux structures), Bertrand Souquet, président de l'Institut Montparnasse étant membre de notre conseil d'administration. Nous avons participé aux travaux des ouvrages portant les relations entre l'éducation populaire et la mutualité ainsi qu'à la conférence sur l'éducation populaire.

Le LABO de l'ESS

Nous avons rencontré le président et la déléguée générale du LABO de l'ESS afin de contribuer réciproquement à un ensemble de réflexion sur l'économie sociale. La concrétisation de ce rapprochement fera l'objet d'une convention en 2025.

Notre délégué général est membre du conseil d'orientation du LABO de l'ESS.

e. Les moyens de communication

Les outils de communication demandent une mise à jour constante afin de diffuser des informations liées à notre activité et à l'évolution de nos travaux comme de ceux de nos membres

Les outils de communication du CIRIEC-France sont constitués :

- De supports électroniques :
 - o le site internet du CIRIEC-France a été refondé et est aujourd'hui consultable sur <https://ciriec-france.fr/>. il est plus ergonomique et nous permet de diffuser plus rapidement les informations.
 - o Une nouvelle base de données électroniques a été mise en œuvre pour gérer le fichier et les événements du CIRIEC-France. Il comporte à ce jour 2244 contacts, dont 244 universitaires identifiés.
 - o Une chaîne video YouTube ;
- De supports papiers :
 - o La Lettre mensuelle diffusée par voie électronique mais téléchargeable
 - o Les diverses fiches synthétiques
 - o Les ouvrages de la collection « Economie collective et territoires »
 - o Les entretiens et débats.

PERSPECTIVES

Le climat politique et social tant français qu'international a une incidence forte sur notre activité, en cela que certains de nos membres doivent faire des choix souvent difficiles qui impactent notre activité. C'est dans ce contexte que le CIRIEC-France poursuit son développement et ses engagements pour une économie collective qui permette à l'économie sociale et à l'économie publique de construire ensemble une autre manière de concevoir des actions pour l'intérêt général. C'est grâce au regroupement de chercheurs et d'universitaires, en lien avec les structures et organisations coopératives, mutualistes, associatives et les entreprises nationales, les organisations syndicales et toutes les collectivités publiques que le CIRIEC international et le CIRIEC-France peuvent contribuer à faire avancer une série de propositions pour la défense de l'intérêt collectif et créer ainsi une autre manière d'entreprendre pour le développement territorial. Leurs travaux ont permis d'avancer dans le cadre de recherches académiques ou au travers de préconisations nées d'approches collectives d'acteurs de l'économie sociale comme de l'économie publique.

Pour cette nouvelle année, nous aurons à accroître nos partenariats et à regrouper, plus encore, des acteurs de l'économie publique et de l'économie sociale pour agir ensemble pour une meilleure prise en compte de notre conception d'une autre économie dans les territoires, mais aussi, par notre investissement au sein du CIRIEC International, au plan international. L'année 2025 doit nous permettre d'avancer dans nos travaux de recherche et de propositions dans le cadre de la collection « Economie collective et territoires ». Des rapprochements avec d'autres structures doivent nous amener à contribuer à des recherches ou des actions nouvelles.

L'organisation, par le CIRIEC international, de la 10^{ème} conférence internationale de recherche en économie sociale, à Bordeaux, les 27 et 29 octobre, portant sur « le rôle de l'ESS dans la transition socio-économique » est une opportunité dont nous devons nous saisir, en particulier les chercheurs et universitaires membres du CIRIEC-France. Dans la suite immédiate de cette conférence, l'organisation du GSEF 2025 (Forum mondial de l'économie sociale) portant sur « L'ESS, une condition pour la transition juste vers des territoires résilients et le bien-être de leurs habitants » doit nous aider à nouer de nouveaux partenariats tant français qu'internationaux.

De nouveaux thèmes de travail sont à l'étude :

- L'un portant sur la question de la protection de l'enfance avec une approche globale, ne restreignant pas la problématique au traitement administratif des difficultés rencontrées,
- L'autre sur la question de la perte d'autonomie en tentant de réfléchir à un nouveau regard.

Ces deux questions seront abordées avec l'approche habituelle du CIRIEC : comment les acteurs de l'économie publique et de l'économie sociale peuvent travailler ensemble pour la défense de l'intérêt général et proposer de solutions nouvelles sortant des stéréotypes.

CONCLUSION

Cette année fut celle de nouveaux partenariats et de nouvelles pistes de travail, mais ce fut aussi une année faite de contradictions dans la prise en compte des valeurs que nous défendons : certains signes montraient que l'économie sociale était mieux prise en compte, tandis que d'autres démontraient la distance prise par les politiques sur les services apportés par les structures de l'ESS. La situation des associations ces derniers temps est un exemple typique de ces contradictions, et les risques forts de cessation d'activité pour un certain nombre d'associations posent la question du maintien de la cohésion sociale et du lien social dans les territoires.

C'est bien pour cela que la conception même du CIRIEC d'un rapprochement étroit entre économie publique et économie sociale est au cœur des évolutions que nous devons défendre pour mieux répondre à l'intérêt général.
